Benoît GARNOT, *C'est la faute à Voltaire... Une imposture intellectuelle ?*

Paris, Belin, 160 p., ISBN 978-2-7011-4959-2, 19,50 €

Claude Coquard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11569>

DOI : 10.4000/ahrf.11569

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 185-189

ISBN : 978-2-200-92560-4

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Claude Coquard, « Benoît GARNOT, *C'est la faute à Voltaire... Une imposture intellectuelle ?* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 358 | octobre-décembre 2009, mis en ligne le 29 juillet 2010, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11569> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11569>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Benoît GARNOT, *C'est la faute à Voltaire... Une imposture intellectuelle ?*

Paris, Belin, 160 p., ISBN 978-2-7011-4959-2, 19,50 €

Claude Coquard

RÉFÉRENCE

Benoît GARNOT, *C'est la faute à Voltaire... Une imposture intellectuelle ?*, Paris, Belin, 160 p., ISBN 978-2-7011-4959-2, 19,50 €

- 1 Depuis 1995, Benoît Garnot a publié d'importantes études sur l'histoire de la France moderne et, notamment, sur la justice d'Ancien Régime. C'est dans le droit fil de ses travaux sur les structures de l'appareil judiciaire qu'il présente ici son analyse du rôle éminent joué par Voltaire dans la mise en forme de la « légende noire » de cette institution. Le titre, dans sa problématique, place d'emblée cet ouvrage dans le champ de la polémique, sinon même dans celui du pamphlet historique. Et l'introduction confirme immédiatement le sens de l'étude entreprise de sa condamnation de l'écrivain-combattant : « Dans les polémiques que Voltaire a menées, le plus souvent victorieusement, pour réhabiliter des accusés sans doute condamnés injustement (Calas, Sirven, Lally-Tollendal ...) ou beaucoup trop sévèrement (La Barre), il a présenté de la justice du XVIII^e siècle, volontairement ou pas, une image inexacte, voire mensongère » (p. 5). Le procès est donc conclu et la sentence définitive prononcée : Voltaire serait bien un imposteur intellectuel.
- 2 L'accusation et le verdict sont établis à partir d'une sextuple problématique clairement articulée : Voltaire possède-t-il de suffisantes compétences juridiques ? Porte-il un constant intérêt à la justice, et notamment à la justice criminelle ? Procède-t-il à une controverse acceptable de la procédure ? Contesté-t-il valablement les peines encourues par les justiciables ? Comment met-il en cause la qualité des magistrats judiciaires ? Est-il devenu, à la fin de sa vie, un théoricien de la justice ?

- 3 L'auteur met doublement en cause, dans un premier chapitre (p. 13-27), les compétences juridiques de Voltaire. D'une part, les 3 281 volumes de sa bibliothèque ne comportent que 31 ouvrages juridiques, dont une faible partie se rapporte à la justice pénale, 16 d'entre eux possédant une annotation marginale de sa main, preuve que « les rares ouvrages juridiques qu'il possédait n'ont pas suscité la passion du grand lecteur qu'était Voltaire » (p. 17). D'autre part, les jurisconsultes, comme les recueils de causes célèbres ou d'autres travaux juridiques, « ne sont presque jamais cités dans sa correspondance » (p. 18). Le seul oasis trouvé par Benoît Garnot « dans ce quasi-désert jurisprudentiel » (p. 22) reste la fréquente mention de l'œuvre de Beccaria dans la correspondance et les remarques que Voltaire leur consacre dans son *Commentaire sur le livre des délits et des peines*, remarques que l'auteur analyse comme « une suite de réflexions ponctuelles, le plus souvent fondé sur des exemples, ce qu'on pourrait aussi qualifier de réflexions d'humeur » (p. 25). Et les incompétences ainsi décrites seraient moins dues à une ignorance totale du droit (le fils de notaire au Châtelet puis receveur des épices à la Chambre des comptes de Paris et l'ancien étudiant en droit excluent un tel déni) qu'à une « stratégie subtile qui vise à mettre l'opinion de son côté et qui, pour y parvenir, fait primer l'appel aux sentiments du public sur les subtilités juridiques » (p. 27). On n'est plus dans la simple imposture : c'est bien de manipulation intellectuelle qu'il s'agirait.
- 4 L'intérêt que Voltaire porte à la justice (p. 29-53) est, pour Benoît Garnot, à la fois très tardive (« Jusqu'à l'affaire Calas, il semble s'en désintéresser et n'y fait allusion dans sa correspondance que pour le pittoresque ou l'extraordinaire d'une affaire, sans soulever de débats juridiques à son propos », p. 29) et essentiellement lié à deux raisons d'importance inégale : son amour-propre et son constant combat contre « l'infâme », synonyme on le sait du fanatisme religieux particulièrement porté par la religion romaine. L'auteur poursuit sa démonstration dans l'ensemble des affaires pénales auxquelles Voltaire s'est intéressé sous ce double éclairage. Les unes sont directement liées à cette dénonciation de « l'infâme » : protestants condamnés aux galères comme Chaumont, Achard, Espinas ou Fabre ; ou affaires beaucoup plus retentissantes, comme celle du couple Sirven ou celle du chevalier de La Barre à propos de laquelle l'auteur déclare que « Voltaire se sent directement impliqué [...] au point qu'il craint pour sa liberté et même pour sa vie » (p. 45). Les autres, « pendant les dix dernières années de sa vie » (p. 47), sont incluses dans le combat que Voltaire a décidé de mener contre « le fonctionnement supposé de l'institution judiciaire », tant dans sa correspondance que dans des ouvrages publiés alors, qu'il s'agisse du *Commentaire sur le livre des délits et des peines*, de *l'Essai sur les probabilités en fait de justice* ou du *Précis du siècle de Louis XV* : Martin, Lerouge (ou Perra), Monbailli et Morangiès et surtout l'affaire Lally-Tollendal. À l'occasion de ces différentes affaires, Benoît Garnot, proposant au lecteur un certain nombre d'arguments factuels parle de « nombreuses approximations » (p. 50) – « son argumentation non seulement ne tient pas, mais entraîne à douter de son honnêteté intellectuelle » (p. 50) – et conclut son analyse par un jugement sans nuance : « De fait, Voltaire ne s'est intéressé vraiment qu'à des affaires qui le concernaient directement, d'une manière ou d'une autre, soit parce qu'il était lié à l'un des protagonistes (affaires Lally et Morianges), soit parce que l'affaire en question constituait pour lui un moyen d'affaiblir ses ennemis (affaires Calas et Sirven), soit parce qu'il se sentait lui-même menacé » (p. 53).

- 5 Le troisième champ d'investigation concerne les critiques portées par Voltaire contre la procédure suivie par la justice de son temps (p. 55-78) : « Elles portent respectivement sur la procédure pénale dans son ensemble, sur le système des preuves, dont il conteste la philosophie, sur l'importance qu'il juge excessive de la jurisprudence et de l'arbitraire, et accessoirement sur la motivation des arrêts, les monitoires, les contumaces et le coût de la justice » (p. 55). Et il en annonce immédiatement la conclusion : « La plupart de ces critiques sont au mieux approximatives, au pire erronées », jugement réitéré à la fin du chapitre : « Les critiques de Voltaire en ce qui concerne l'organisation de la justice sont fortement sujettes à caution, surtout du fait de leur caractère partiel et erroné » (p. 78). Les nuances apportées à ce jugement peuvent être résumées dans ce qui est dit à propos de la contumace : « La présentation faite par Voltaire de la contumace et des contumax n'est pas non plus exacte, sans être complètement fausse (c'est toujours le même problème : il y a toujours un peu de vérité, mais davantage d'erreur, dans l'argumentation de Voltaire) » (p. 74). Un certain nombre d'exemples, extraits pour l'essentiel de la correspondance de Voltaire, sont présentés à l'appui de la thèse de l'auteur qui met en doute l'honnêteté du patriarche de Ferney, comme à l'occasion de l'analyse du parricide à propos duquel « l'argumentation de Voltaire est évidemment fondée sur l'exagération par le biais de la généralisation, comme il le fait très souvent, ce qui lui évite d'entrer dans des détails qui risqueraient d'affaiblir sa thèse, voire de la détruire » (p. 69).
- 6 Le quatrième chapitre (p. 79-100) est consacré à la « philosophie voltairienne de la peine » dont les éléments principaux sont résumés dans la première page (p. 79) : la peine de mort, les galères, le bannissement, la confiscation des biens et l'indemnisation due aux familles des victimes d'erreurs judiciaires. Opposant la condamnation à géométrie variable de la peine de mort qui caractériserait la position de Voltaire, notamment pour les crimes contre l'État, à celle « très claire, de Jean-Jacques Rousseau dans *Du contrat social* » (p. 84), l'auteur reproche au premier de ne sélectionner, parmi les diverses condamnations à mort dont s'est rendue coupable l'autorité royale, que celles qui sont entachées de connotations religieuses ou de vice de forme avéré : « Dans la pratique, au cas par cas, Voltaire émet des opinions parfois différentes et beaucoup plus répressives que ses idées générales » (p. 83). Les mêmes variations d'opinion font l'objet de reproches à propos de certains supplices comme celui de la roue : « Il est choqué par le supplice de la roue quand il y pense, mais il y pense très rarement » (p. 85). La même condamnation des « exagérations » voltairiennes est appliquée par l'auteur aux diverses formes de tortures en cours au XVIII^e siècle : le bûcher, dont l'atrocité est surfaite « ses modalités ne correspondent pas du tout à ce que dit Voltaire. Les condamnés ne sont pas tués “à petit feu”, mais tout au contraire c'est un important bûcher qui est allumé et qui doit brûler à grand feu » (p. 86). Il minimise parallèlement l'engagement de Voltaire contre le supplice de l'écartèlement : « Il semble qu'une certaine évolution se fasse au fil des années sur ces points dans la pensée voltairienne, mais elle n'est pas clairement exprimée, seulement esquissée » (p. 88). Dans la même logique, Voltaire est accusé de n'avoir condamné la torture judiciaire, notamment dans le *Dictionnaire philosophique*, que parce qu'elle est « un châtement avant même le châtement », ne faisant que reprendre l'argumentation de Montaigne au XVI^e siècle et, plus près, celle de Beccaria. Quant à la confiscation des biens, l'auteur formule à l'égard de la présentation qu'en fait Voltaire une sorte de satisfecit dont il atténue immédiatement la portée : « Cette présentation des choses correspond partiellement à la réalité des choses, mais elle est cependant assez caricaturale » (p. 93).

- 7 Il conteste en fait la valeur de l'argumentation voltairienne en lui opposant la nécessité pour le pouvoir monarchique d'outrepasser le principe de la gratuité de la justice au profit des « nécessités de l'organisation d'un service public [...] ». La confiscation des biens des condamnés à des peines graves est l'un des moyens de pallier cette faiblesse structurelle : Voltaire se contente de s'en indigner, sans chercher à en comprendre les raisons ni à proposer des solutions alternatives » (p. 96). Et, reprenant les considérations juridiques de Montesquieu, Benoît Garnot minimise, à l'aide de quelques exemples, l'importance des erreurs judiciaires commises par la justice royale et de la dénonciation qu'en fait Voltaire, y compris à propos de l'indemnisation des victimes.
- 8 Les quatorze pages consacrées, dans le cinquième chapitre à la critique des magistrats formulée par Voltaire (p. 101-114) présentent deux éléments du problème posé par ces principaux acteurs de la justice d'Ancien Régime : la vénalité des offices et l'incompétence de leurs titulaires. Pour la première, l'auteur conteste qu'elle corresponde, comme l'affirmerait l'auteur de *Le monde comme il va*, à la possession d'immenses richesses : « Hors les parlements, les charges sont accessibles à une moyenne bourgeoisie qui n'a rien de commun avec la grande richesse dont parle Voltaire » (p. 104). On peut préciser que dans les citations présentées par l'auteur, Voltaire ne « parle » que de la richesse nécessaire à l'achat « d'une métairie », de « trente ou quarante mille pièces d'argent toutes prêtes » (p. 102), ou du seul fait « d'acheter le droit de juger les hommes ». Quant au reproche d'incompétence, sans en nier totalement la justesse, Benoît Garnot la relativise au nom des rigueurs de la cooptation en usage et des différences qui existent entre les différents niveaux de la justice, les parlementaires étant l'objet, selon lui, d'une moindre condamnation de la part de Voltaire qui « a toujours manifesté un grand respect envers les puissants, et plus les gens sont puissants, plus il les respecte (pour ne pas parler de flagornerie...). Il n'hésite pas à se contredire pour pousser cette adulation fréquente envers les parlementaires » (p. 110).
- 9 Le dernier chapitre (p. 115-130) insiste sur le caractère pragmatique de la pensée voltairienne en matière de justice : « Fondamentalement, le droit, et plus précisément le droit pénal, n'intéresse pas Voltaire. Cela ne l'empêche pas cependant d'avoir des idées sur la question, mais ces idées restent très générales » (p. 115). Reprenant les thèmes développés par Voltaire dans son *Prix de la justice et de l'humanité* proposé en 1777, l'auteur y voit « un petit traité de réforme de la justice pénale, beaucoup plus structuré que tout ce que Voltaire a écrit sur le sujet pendant la quinzaine d'années précédente » (p. 119), traité comportant « une théorie des châtiments inaboutie » (p. 123-126) et confirmant « une pensée qui a évolué » (p. 127-130). L'auteur reconnaît ici au patriarche de Ferney, à la fin de sa vie, un certain nombre de mérites : l'atténuation de l'accusation habituelle contre les méfaits de la religion en matière de justice, la place prise par la relativité des formes de justice en fonction des pays, l'intérêt porté à la condition féminine, le témoignage « d'un optimisme tempéré, qui s'explique sans doute par les succès obtenus dans certaines affaires dont il s'est occupé pendant les années précédentes et par les évolutions qu'il constate dans plusieurs pays » (p. 130).
- 10 Dans sa conclusion, l'auteur reprend l'ensemble des arguments précédents, en les articulant autour du résumé qu'a fait, en 1996, Ghislain Waterlot « l'un de ses récents épigones » (p. 131) : la compétence juridique discutable de Voltaire, son intérêt limité pour la justice, sa prétendue pensée réformatrice.

- 11 Pour chacune des questions qu'il pose tout au long de son ouvrage, Benoît Garnot présente une argumentation qui entraîne une réponse largement négative à l'endroit de la pensée voltairienne en matière de justice criminelle, ce qui aboutit à un jugement décisif et définitif sur « la double imposture » qui, à ses yeux, est le fait « de Voltaire lui-même, qui a présenté au fil de ses combats un tableau inexact de la justice pénale de son temps ; et surtout celle de la postérité qui, par conformisme, a le plus souvent recopié et répété aveuglément les critiques du philosophe sans en vérifier la véracité, faisant ainsi passer l'arbre pour la forêt et nourrissant une légende noire encore trop vivace » (p. 136).
- 12 Le lecteur trouvera, dans la bibliographie présentée, d'une part les références à des sources contemporaines traitant des problèmes juridiques aux XVII^e et XVIII^e siècles (auxquelles sont ajoutées celles d'Alexis de Tocqueville et d'Hippolyte Taine) et d'autre part 58 ouvrages (dont 6 de l'auteur lui-même et 4 dont il a assuré la direction) édités récemment et portant sur les mêmes sujets. L'absence de référence aux travaux de Nicole Castan ou d'Arlette Lebigre, comme de ceux Jacques-Guy Petit ou de Robert Badinter, plus proches des positions voltairiennes, peut altérer l'équilibre d'un ouvrage dont la documentation est par ailleurs précisément établie et conduite.